



72^e session de l'Assemblée générale
5^{ème} commission

Points 136 de l'ordre du jour

**Projet de budget-programme
pour l'exercice biennal 2018-2019**
Proposed programme budget for the biennium 2018-2019

New York, le 11 octobre 2017

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein.

Nos délégations saluent la présentation du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019 ainsi que des autres rapports soumis sur ce point de l'ordre du jour. Nous remercions aussi le Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires (CCQAB) pour son rapport et ses recommandations.

Monsieur le Président,

Dans un monde toujours plus interconnecté, les Nations Unies se doivent d'être plus fortes que jamais afin de trouver des solutions communes aux défis de notre époque. **Une ONU forte est une ONU capable de mettre en œuvre avec efficacité les mandats qui lui sont confiés par les États membres et d'œuvrer à la réalisation des objectifs ambitieux définis dans sa charte.** Le processus de planification et de budgétisation constitue le principal outil stratégique dont disposent les États membres pour assurer l'efficacité et l'efficience de l'exécution des mandats.

Cependant, comme l'ont répété nos délégations ces dernières années, **le système de planification et de budgétisation appliqué actuellement au sein des Nations Unies est dysfonctionnel. Une réforme s'impose.** Au lieu d'une micro-gestion de l'organisation s'attachant à créer ou à supprimer des postes individuels, les États membres devraient fournir une orientation stratégique, assurer des ressources suffisantes et que leur utilisation soit la plus efficace possible, et se concentrer sur les

résultats plutôt que les processus. Nous saluons donc avec enthousiasme la proposition du secrétaire général de procéder à une réforme fondamentale du processus de planification et de budgétisation en affirmant le leadership des Nations Unies, tout en assurant une responsabilité et une transparence entières.

Monsieur le Président,

Nous apprécions le fait que le budget-programme proposé pour 2018-2019 reflète largement les décisions prises l'année dernière par l'Assemblée générale dans sa résolution sur le plan général du projet de budget-programme pour le prochain exercice biennal. Cependant, nos délégations sont convaincues que **les Nations Unies pourraient réaliser les objectifs qui leur sont assignés de manière bien plus efficace et efficiente si les ressources étaient allouées de façon plus stratégique**. L'analyse de l'ensemble de nos contributions statutaires en faveur de l'ONU révèle que le maintien de la paix continue d'en absorber la majeure partie, pour faire face à des situations où le conflit a déjà éclaté. De nombreux rapports, analyses et résolutions soulignent le fait qu'il vaut mieux prévenir que guérir, et que cette approche est également moins onéreuse. En comparaison, l'organisation n'investit pas suffisamment dans **la prévention des conflits et la médiation, dans l'esprit du concept de pérennisation de la paix**. Nous saluons donc en particulier la vision du secrétaire général, qui met un accent accru sur la prévention, et soutenons son ambition de renforcer les capacités de l'organisation dans ce domaine.

De plus, **les Nations Unies ont besoin d'un pilier « Droits de l'homme » solide**, capable de pleinement exécuter les activités qui découlent de son mandat afin de promouvoir et de protéger efficacement les droits de l'homme. Ces derniers sont en effet essentiels pour réaliser le développement durable, l'Agenda 2030 étant fermement ancré dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Un solide pilier « Droits de l'homme » contribue aussi à anticiper et à prévenir plus efficacement les conflits et, ce faisant, à promouvoir la paix et la sécurité. Nos délégations vont donc maintenir leur engagement pour assurer que le pilier « Droits de l'homme » reçoive les ressources nécessaires du budget ordinaire afin de financer tous les mandats confiés par les États membres et de renforcer les liens avec les autres piliers des Nations Unies.

Monsieur le Président,

La Suisse et le Liechtenstein sont fermement convaincus que le juste équilibre entre la nécessité de rendre le travail de l'ONU efficace et la recherche d'efficience dans l'utilisation des ressources devrait servir de référence dans les futures délibérations sur le budget. La Suisse et le Liechtenstein sont conscients que la charge de travail de la Cinquième Commission est lourde cette session. Soyez assuré que nos délégations participeront de manière active et constructive aux délibérations portant sur ce point important de l'ordre du jour.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Mr. Chairman,

I have the honour of addressing you on behalf of Switzerland and Liechtenstein. Our delegations welcome the Secretary-General's presentation of the proposed programme budget for the biennium 2018-2019, as well as the introduction of other reports concerning this agenda item. We also thank the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (ACABQ) for its report and recommendations.

Mr. Chairman,

In an increasingly interconnected world we need more than ever a strong United Nations to find common solutions for the challenges of our times. **A strong UN is a UN capable of effectively implementing the mandates entrusted to it by Member States and to strive for the ambitious goals set out in its charter.** The planning and budgetary process is the main strategic tool member states have at their disposal to ensure the effective and efficient delivery of mandates.

However, as stated by our delegations repeatedly in recent years, **the current system of budgeting and planning within the UN is dysfunctional. It must be reformed.** Instead of micro-managing the organisation to the extent of creating or abolishing individual posts, member states need to provide strategic guidance, ensure sufficient resources and their most efficient use, and focus on results rather than inputs. We therefore strongly welcome the Secretary-General's proposals to fundamentally reform the programme planning and budgeting process by empowering the UN's leadership while at the same time ensuring its full accountability and transparency.

Mr. Chairman,

We appreciate that the proposed programme budget for 2018-2019 largely reflects the decisions made by the General Assembly last year in its resolution on the budget outline for the forthcoming biennium. However, our delegations are convinced that **the UN could much more effectively and efficiently achieve its mandated objectives by allocating its resources more strategically.** Looking at our assessed contributions to the UN as a whole, the bulk continues to be used for peacekeeping to deal with situations where conflict has already broken out. Numerous reviews, reports and resolutions stress that prevention is better – and cheaper – than cure. Yet comparatively, the organisation does not invest enough in **conflict prevention and mediation in the spirit of the sustaining peace concept.** We therefore strongly welcome the Secretary-General's vision for a renewed emphasis on prevention and support his ambition to strengthen the organisation's capacities in this area.

In addition, **the UN needs a strong human rights pillar** which is able to fully implement its mandated activities in order to effectively promote and protect human rights. Human rights are essential to achieve sustainable development and the 2030 Agenda is firmly grounded in the Universal Declaration of Human Rights. A strong human rights pillar also contributes to more effectively anticipating and preventing conflicts and, thereby, to promoting peace and security. Our delegations will therefore continue their commitment to ensure that the human rights pillar receives the necessary resources

from the regular budget to fund all mandates entrusted to it by member states and to strengthen the links to the other pillars of the UN.

Mr. Chairman,

Switzerland and Liechtenstein firmly believe that the golden balance between the need for the work of the UN to be effective and the search for efficiency in the use of resources should serve as a point of reference in our forthcoming budget deliberations. We are aware that the workload of the Fifth Committee is heavy this session. Our delegations will participate actively and constructively in the deliberations on this important agenda item.

Thank you, Mr. Chairman.